

Si les méthodes proposées par le gouvernement ne sont pas satisfaisantes aux yeux de l'opposition, cette dernière décidera, eu égard aux circonstances, si ces mesures sont opportunes. Le gouvernement ne pourra pas dire: Vous ne devez pas repousser nos propositions, autrement vous allez aggraver la crise internationale.

Le problème de la parité des devises est international. Ce problème est encore plus grave pour les États-Unis que pour nous. Ils se proposent de prendre les mesures indiquées par leur situation. La Grande-Bretagne aussi a pris certaines dispositions et devra peut-être en prendre d'autres. Mais en Grande-Bretagne, on présentera un budget dans deux semaines. Pourquoi ne serions-nous pas saisis d'un budget en bonne et due forme, plutôt que de dispositions fragmentaires? Après tout, ce ne serait pas la première fois qu'on entendrait parler d'un budget au mois de mars. Mais la course à la direction crée des complications. C'est ce qui dicte l'action ou l'inaction du gouvernement. Franchement, seul, en fin de compte, un budget d'ensemble saura restaurer entièrement la confiance du public.

Nous devons connaître les données sur lesquelles le gouvernement se fie pour poursuivre ses programmes. Nous devons savoir quel sera le montant du déficit pour 1968-1969 et le montant exact des taxes requises pour le combler. Nous devons savoir, par exemple, quel est le déficit exact de l'Expo et comment le gouvernement compte s'en occuper. Si le gouvernement persiste dans ses intentions d'inaugurer l'assurance frais médicaux le 1<sup>er</sup> juillet, nous devons savoir ce qu'il compte faire au sujet des impôts qui, selon le ministre et ses associés, devront être prélevés pour en absorber le coût. Nous avons besoin de renseignements sur toutes ces questions.

On nous a présenté cet après-midi un autre relevé provisoire, qui fait partie d'une série de mesures ad hoc. A mon avis, monsieur le président, le plus tôt nous aurons un budget en bonne et due forme, le mieux cela sera pour nous. Je dirais même que l'absence d'un budget à l'heure actuelle donne l'impression que le gouvernement ne dit peut-être pas tout en ce qui concerne l'économie et qu'il attend peut-être après son congrès d'avril. Cela ajoute à la confusion, à l'incapacité de prévoir l'avenir et à l'incertitude générale qui règne sur les marchés.

• (4.00 p.m.)

L'échec du gouvernement, dans le passé, à mettre en œuvre des politiques saines et à contrôler ses engagements fiscaux l'a mené dans une impasse où les impôts élevés, l'infla-

tion, les taux d'intérêt et les coûts élevés ont rendu l'économie vulnérable aux pressions de l'extérieur. Si le gouvernement avait maintenu une économie saine et la prospérité dont a parlé le ministre, et à laquelle nous avons droit, le Canada serait bien mieux en mesure aujourd'hui d'affronter les pressions venant de l'extérieur sans les inquiétudes présentes.

A mon avis, nous n'y parviendrons que si l'on met au point et si l'on adopte des politiques saines et positives et si l'on présente un budget complet le plus tôt possible.

La déclaration du ministre suscitera de nombreux commentaires. J'ai dit que je refusais de spéculer sur la nature des impôts. Nous attendrons les événements. On doit réduire les dépenses, paraît-il. Nous attendrons également de voir les réductions avant de les commenter. Troisièmement, on doit proposer, d'ici un jour ou deux, une mesure visant à établir un Bureau de révision des prix afin de restreindre les augmentations de prix et de salaires ainsi que d'autres coûts et revenus. Il sera intéressant de voir exactement quelles mesures on entend prendre. Prévoira-t-on des pouvoirs de contrainte, des retours à des situations antérieures? Ces pouvoirs viseront-ils les prix et les salaires? Pour ce qui est des salaires, quelles sont les intentions du gouvernement à l'égard des négociations entre patrons et travailleurs? Tout cela est fort intéressant, et je me demande dans quelle mesure le gouvernement s'en rapportera au Bureau de révision.

Ce qui me préoccupe surtout—et je crois que nous n'avons pas fini d'en entendre parler—c'est l'effet qu'auront les restrictions sur les investissements directs au Canada, notamment en ce qui concerne les industries du pétrole et du gaz. Vendredi soir, j'ai assisté à la présentation du budget à l'Assemblée législative de l'Alberta. Un déficit prévu d'environ 68 millions de dollars était passé à 100 millions, les recettes devant diminuer de 40 millions, en grande partie au chapitre des ventes de pétrole et de gaz. Il est certain que cela tient en partie au fait qu'on se demande ce que le gouvernement a l'intention de faire au sujet du rapport Carter. De toute évidence, cette incertitude a gravement nui à l'expansion des industries du pétrole et du gaz. Ensuite, quel résultat cette entrée directe d'investissements au Canada aura-t-elle sur l'industrie du pétrole au cours de l'année qui vient? Cela intéresse non seulement l'Alberta mais aussi la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, bien que l'Alberta ait à en souffrir le plus. Il ne faut pas oublier non plus les répercussions sur les formules de péréquation. Le gouvernement finira par devoir faire certains ajustements.

[L'hon. M. Lambert.]